

Arrêté N° 17 / 044 /MMC/SG/DGCM  
portant premier renouvellement du permis de  
recherche «NAMISSIGUIMA OUEST» de La  
société RIVERSTONE RESOURCES BURKINA  
SARL.

LE MINISTRE DES MINES ET DES CARRIERES

- VU la Constitution ;
- VU la loi 036-2015/CNT, du 26 juin 2015 portant code minier du Burkina Faso;
- VU le décret n° 2016-001/PRES du 06 janvier 2016, portant nomination du Premier Ministre;
- VU le décret n°2017-075/PRES/PM du 20 février 2017, portant remaniement du Gouvernement;
- VU le décret n°2017-0148/PRES/PM/SGG-CM du 23 janvier 2017, portant attributions des membres du Gouvernement;
- VU le décret n° 2016 - 027/PRES/PM /SGG - CM du 23 février 2016, portant organisation type des départements ministériels ;
- VU le décret n° 2017-221/ PRES/ PM/MEMC du 24 avril 2017, portant organisation du Ministère des Mines et des Carrieres;
- VU le décret n° 2017 - 0036/PRES/PM/MEMC/MATDSI/MINEFID/MEEVCC/MCIA du 26 janvier 2017, portant gestion des titres miniers et autorisations ;
- VU le décret n° 2017-023/PRES/PM/MEMC/MINEFID du 23 janvier 2017, portant fixation des taxes et redevances minières;
- VU l'arrêté n°2015-247/MME/SG/DGCM du 19 août 2015 portant organisation attributions, et fonctionnement de la Direction Générale du Cadastre Minier ;
- VU l'arrêté n°2002/031/MCE/SG/DGMGC du 06/06/2002, portant définition du montant minimum de dépenses au km<sup>2</sup>;
- VU l'arrêté n°2002-056/MCE/SG/DGMGC/ du 23 juillet 2002 portant définition des formes des rapports d'activités des titulaires des titres miniers et des autorisations ;
- VU l'arrêté n°2002-057/MCE/SG/DGMGC/ du 23 juillet 2002 portant définition des types de repère des sommets des périmètres des titres miniers et des autorisations ;
- VU l'arrêté n°2002-058/MCE/SG/DGMGC/ du 28 juillet 2002 portant dispositions applicables à la publicité relative à la libération de terrains objets de titres miniers et d'autorisations ;
- VU l'arrêté n°2014-0106/MME/SG/DGMG du 23 avril 2014, portant octroi du permis de recherche «NAMISSIGUIMA-OUEST» ;
- VU la lettre n°017-0059/MMC/SG/DGCM du 04 avril 2017 portant invite à payer des droits fixés à six millions (6 000 000) francs CFA ;
- VU la quittance n°0312779 du 07 mars 2017 de paiement effectif des droits fixes de renouvellement ;

VU la demande de La société **RIVERSTONE RESOURCES BURKINA SARL** enregistrée le 20 février 2017.

## ARRETE

**ARTICLE 1 :** Il est renouvelé dans les conditions du présent arrêté, le permis **RIVERSTONE RESOURCES BURKINA SARL** dénommé «**NAMISSIGUIMA OUEST**», situé dans la province du Yatenga pour la recherche de l'or.

**ARTICLE 2 :** Ce permis couvre une superficie de 3,56Km<sup>2</sup>. Il est défini par les sommets dont les coordonnées cartésiennes (X, Y) en UTM sont les suivantes :

Sommets	X	Y
A	577 540	1 503 730
B	582 260	1 503 730
C	582 260	1 502 975
D	577 540	1 502 975
Ellipsoïde : Clarke 1880 Datum : Adindan, Zone 30N		

**ARTICLE 3 :** La validité du permis va du **23/04/2017 au 23/04/2020**. Il peut être renouvelé conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

**ARTICLE 4 :** La société **RIVERSTONE RESOURCES BURKINA SARL** bénéficie des avantages douaniers et fiscaux conformément aux dispositions du code minier.

**ARTICLE 5 :** Les exonérations douanières mentionnées à l'article 4 ci-dessus excluent les taxes et redevances pour les services rendus.

**ARTICLE 6 :** La société **RIVERSTONE RESOURCES BURKINA SARL** est tenue de communiquer à la Direction Générale du Cadastre Minier et de l'Information Minière:

- un rapport d'activités au terme de chaque semestre calendaire et un rapport annuel d'activités sur les résultats des travaux de recherche de l'année établis selon les canevas définis par les dispositions de la section 3 de l'arrêté portant définition des formes des rapports d'activités des titulaires des titres miniers et des autorisations.
- le programme prévisionnel de travail et le budget des dépenses de l'année suivante.

Elle fournira en outre :

1. Tous les renseignements miniers recueillis sur le permis ;
2. Un rapport de synthèse sur tous les travaux exécutés à la fin de chaque période de validité du permis ;
3. Tous les échantillons géologiques et minéralogiques demandés par l'Administration des Mines.



**ARTICLE 7 :**

Sur l'ensemble du permis et durant toute sa période de validité, il est interdit à La société **RIVERSTONE RESOURCES BURKINA SARL** de mener des activités d'exploitation.

**ARTICLE 8:**

Toute transaction relative au permis de recherche est libre mais tous les documents y relatifs doivent être soumis au Ministre chargé des Mines. En cas de réalisation de plus-value suite à cette transaction, elle doit être notifiée à l'Administration fiscale s/c de l'Administration des Mines.

**ARTICLE 9 :**

Le non-respect de la législation minière en vigueur est passible des sanctions prévues par les dispositions légales et réglementaires en la matière, sans préjudice du retrait du bénéfice du code minier et/ou du permis de recherche.

**ARTICLE 10 :**

Le présent arrêté sera publié au journal Officiel du Faso et partout où besoin sera.

Ouagadougou, le

18 MAI 2017



**Oumarou IDANI**

Chevalier de l'Ordre National

**Ampliations:**

- 1- SP/Cabinet
- 2- ITS
- 3- DGMGC
- 4- DGCMM
- 2- BUMIGEB
- 1- DGD/MINEFID
- 1- DGI/MINEFID
- 1- Gouverneur / Région du NORD
- 3-RIVERSTONE RESOURCES BURKINA SARL
- 1 - J.O.
- 1 - Classement

